CONVENTION RELATIVE AU LABORATOIRE DE RECHERCHE CORRESPONDANT DU CEA N°

ENTRE:

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), dont le siège est à Paris, 3 rue Michel Ange – 75794 Paris Cedex 16 , représenté par sa Directrice Mme BRECHIGNAC et le Délégué Régional pour Midi-Pyrénées Mme PIQUET-GAUTHIER,

L'Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse (INSAT), dont le siège est à Toulouse, Complexe Scientifique de Rangueil – 31077 Toulouse Cedex 4, représenté par son Directeur, M. COURVOISIER,

L'Université Paul Sabatier-Toulouse 3 (UPS), dont le siège est à Toulouse, 118 Route de Narbonne – 31062 Toulouse cedex 4, représentée par son Président, M. BASTIDE.

Ci-après désignés **"les Etablissements"**

d'une part,

ET:

Le Commissariat à l'Energie Atomique, ci-après dénommé le **CEA**, dont le siège est à Paris, 31-33, rue de la Fédération, représenté par le Directeur du CEA/CESTA Henri Berthoumieu

d'autre part,

Les Etablissements et le CEA sont ci-après dénommés **"les Parties".**

VU:

- le protocole MNESR-CEA-Universités du 21 mai 1997,

- l'accord-cadre Université Paul Sabatier-CEA du 24novembre 1999,

Attendu que:

- la Direction des Applications Militaires du CEA développe un programme de recherche dans le domaine de l'Analyse Numérique appliquée à certains domaines de la physique,

- Le laboratoire « Mathématiques pour l'Industrie et la Physique » (MIP) développe un programme de recherches en collaboration avec le CEA ou présentant une complémentarité reconnue avec les programmes du CEA,

- le Laboratoire Mathématiques pour l'Industrie et la Physique, Unité Mixte de Recherche N° 5640 du Centre National de la Recherche Scientifique, de l'Université Paul Sabatier - Toulouse 3, et de l'Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse, devient en conséquence Laboratoire de Recherche Correspondant du CEA, ci-après dénommé LRC-CEA n°MX.

Dans ce cadre, il a été convenu ce qui suit,

Article 1 - Objet

La présente convention fixe les dispositions applicables au Laboratoire de Recherche Correspondant du CEA n° Mxx

Article 2 - Thème scientifique

Le sujet de recherche du LRC-CEA N° MXX est l'analyse numérique appliquée aux domaines de la physique intéressant les deux parties. Le contenu des travaux est défini et révisé annuellement suivant la procédure décrite dans l'article 3.

Article 3 - Direction des Travaux

3.1 - La direction des travaux est assurée par le Directeur du Laboratoire Mathématiques pour l'Industrie et la Physique (MIP) ou par un représentant membre du Laboratoire, désigné conjointement par le Directeur du Laboratoire MIP et le représentant du CEA/CESTA indiqué à l'Article 4 ci-dessous. Il est assisté, pour les actions faisant partie de la convention, par un représentant du CESTA désigné suivant la procédure décrite dans l'article 4.

3. 2 - A la fin de chaque période annuelle, le Directeur remettra aux Parties, un rapport d'activité présentant les résultats obtenus sur les différentes actions par le LRC-CEA N° MXX pendant les douze mois précédents.

3.3 - A l'issue de chaque période annuelle, le programme de travail de l'année suivante sera proposé par un Comité de Pilotage comportant le Directeur du LRC-CEA N° MXX, le représentant du CEA désigné à l'article 4, qui pourront se faire conseiller par les personnes de leur choix

Article 4 - Représentation du CEA

Pour le représenter pour toutes les questions relatives à la mise en œuvre de la présente convention, le Directeur du Centre d'Etude Scientifique et Technique d'Aquitaine (CESTA) désignera par lettre un représentant.

Article 5 - Participation du CEA

5.1 - La liste des chercheurs et techniciens des Parties intéressés par les travaux concernant les actions communes du LRC-CEA n° Mxx est définie par échange de lettre, conformément à l'article 12 du titre 1 de l'accord cadre en référence. Elle pourra être modifiée à tout instant par échange de lettre entre les parties.

5.2 - Des logiciels d'études appartenant au CEA pourront être affectés en libre usage au LRC-CEA n° MXX. Les dispositions des articles 15 et 16 du titre II de l'accord-cadre en référence, concernant la propriété intellectuelle, sont applicables aux développements effectués sur ceux-ci. Les développements seront faits en suivant les bonnes règles relatives aux “ plates-formes ” logicielles afin d’assurer leur transfert ultérieur.

5.3 – Des contrats relatifs à des actions spécifiques en relation avec le programme défini suivant la procédure décrite par l’article 3.3 feront l’objet de négociations particulières.

Article 6 - Dispositions applicables au personnel

6.1 - Les dispositions des articles 6, 7, 9, 10 et 11 de l’accord-cadre en référence sont applicables.

6.2 - Les Parties s’engagent à mettre à disposition des membres du LRC-CEA n° MXX les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci sur les deux sites, LRC-CEA N° MXX et CEA/CESTA: bureaux, terminaux informatiques, documentation, etc.

Article 7 - Evaluation scientifique

7.1 - Chaque année, le rapport de synthèse mentionné à l'Article 3.2 sera établi par le Directeur du LRC-CEA n° MXX et communiqué aux Parties présentant notamment:

- le bilan scientifique des résultats obtenus dans ce cadre et les perspectives d’évolution,

- la liste des publications et communications effectuées dans ce cadre (avec un tiré à part des articles publiés),

- la liste des collaborations avec des tiers spécifiques au LRC-CEA N° MXX,

- les perspectives de valorisation des travaux.

7.2 - Le rapport de synthèse et les travaux du LRC-CEA N° MXX seront soumis aux instances d'évaluation de chaque Partie.

Article 8 - Confidentialité, publications

8.1 - Les dispositions des articles 18 et 19 de l’accord-cadre en référence sont applicables.

8.2 - Les publications et communications relatives aux travaux du LRC-CEA n° MXX dans le domaine défini à l’article 2 ci-dessus porteront la mention “ Laboratoire de Recherche Correspondant du CEA n° Mxx ”, ainsi que la mention des Etablissements.

Article 9 - Propriété des résultats

Les dispositions des articles 15 et 16 du titre II de l'accord-cadre en référence sont applicables.

Article 10 - Durée

10.1 - La présente convention est conclue à compter de sa signature par les Parties pour une durée maximum de quatre ans et au plus tard jusqu'à la date d'achèvement du Contrat Quadriennal. Il pourra être renouvelé à la fin de cette période au moyen d'un avenant signé par les Parties.

10.2 - Le CEA pourra toutefois y mettre fin par anticipation et sans préavis:

- en cas de manquement à l'obligation de confidentialité définie à l'article 8 ci-dessus,

- en cas d'insuffisance de résultats, constatée par les instances d'évaluation scientifique du CEA.

10.3 – Les Etablissements pourront y mettre fin, par anticipation et sans préavis, en cas d'insuffisance de résultats, constatée par les instances d'évaluation des Etablissements.

Fait à Toulouse le

Pour le CNRS
Le Délégué Régional

Pour le CEA
Le Directeur du Centre d'Etudes
Scientifiques et Techniques d'Aquitaine

Pour l'INSAT
Le Directeur

Pour l'UPS
Le Président